

NOUS APPELONS LA SOCIÉTÉ CIVILE

A L'ACTION

Créée le 2 juillet 2010, ONU Femmes est le fruit de nombreuses années de travail de lobbying de la part de la société civile. Cette nouvelle entité fusionne les mandats des quatre structures existantes de l'ONU pour les femmes en une nouvelle organisation supérieure, avec des fonctions à la fois politiques et opérationnelles. La Campagne GEAR, un réseau comprenant plus de trois cents groupes consacrés aux femmes, aux droits humains et à la justice sociale, s'attache aujourd'hui à garantir qu'ONU Femmes devienne une organisation coordonnée, solide et stratégique, qui fasse progresser le travail de l'ONU pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Si quelques organisations sont déjà impliquées dans le processus de transition de l'ONU au niveau national et régional, la campagne GEAR encourage plus d'acteurs encore de la société civile à s'engager à aider ONU Femmes à réaliser son potentiel en tant que puissant vecteur des droits des femmes sur le terrain. Dans le cadre de l'engagement de la société civile, la campagne émet les recommandations suivantes :

ÉTABLIR UNE PARTICIPATION SIGNIFICATIVE, SYSTÉMATIQUE ET VARIÉE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

ONU Femmes représente pour les partisans de GEAR et autres groupes de la société civile une précieuse occasion politique de débiter ou raviver leur engagement auprès de l'ONU. Les relations et les mécanismes cultivés dès maintenant sont susceptibles d'avoir des répercussions durables pour ONU Femmes. La société civile a jusqu'au 1^{er} janvier 2011, date officielle à laquelle ONU Femmes sera entièrement opérationnelle, pour participer à l'élaboration de politiques, de pratiques et d'un leadership efficaces pour l'entité.

Pour être efficace, ONU Femmes doit développer des moyens novateurs de collaboration avec diverses ONG, en particulier des organisations de femmes et associations locales. Les équipes de pays des Nations Unies, mandatées afin de promouvoir le programme d'ONU Femmes sur le terrain, devront faire appel à la connaissance et l'expérience des groupes et réseaux de la société civile qui travaillent depuis longtemps dans ce secteur. Les organisations de la société civile peuvent organiser des rencontres avec des réseaux d'ONG et du personnel des Nations Unies (Coordinateurs résidents, interlocuteurs pour les questions d'égalité et autres acteurs d'intérêt) dans les bureaux nationaux et régionaux afin de consolider et d'édifier des mécanismes de collaboration, à travers la nouvelle entité, entre l'ONU et la société civile.

EXIGER UN PROGRAMME DYNAMIQUE ET PERTINENT POUR ONU FEMMES

La création d'ONU Femmes fournit à la société civile une occasion de soumettre ses points de vue et renforcer l'efficacité du travail de l'ONU pour les droits des femmes et l'égalité des sexes. La nouvelle entité voit le jour à travers les mandats et le travail d'UNIFEM, DAW, OSAGI et INSTRAW, mais si l'on veut qu'elle devienne davantage que la somme de ses parties, il faut aller plus loin. Les organisations de la société civile traitant différents sujets, tels que la violence envers les femmes, l'autonomisation économique et politique, la terre, le logement et autres droits humains, y compris les droits sexuels et génésiques, peuvent analyser et suggérer à ONU Femmes des façons d'améliorer le travail de l'ONU, tant à travers sa propre programmation qu'en se

GEAR

gender/equality/architecture/reform

coordonnant plus largement avec le système des Nations Unies. Les priorités de financement et les partenariats doivent bénéficier aussi bien aux femmes de communautés locales qu'aux ONG.

Dans certains endroits, les ONG travaillent déjà en étroite collaboration avec des agences des Nations Unies comme UNIFEM ou UNFPA ou encore avec des équipes de pays des Nations Unies, et peuvent s'appuyer sur ces connections pour discuter du programme d'ONU Femmes, tandis qu'ailleurs, la société civile doit encore établir ces liens. Si ONU Femmes incarne une nouvelle opportunité, il reste à la société civile de nombreuses formes de coopérations préalables sur lesquelles il est possible de s'appuyer. Des ressources telles que les rapports alternatifs des ONG remis au CEDAW ou autres organes chargés des traités sur les droits humains, les informations sur la mise en application du Programme d'Action de Beijing ou les projets de Résolutions du Conseil de Sécurité 1325/1880, les déclarations régionales sur les droits des femmes, les rapports de Rapporteurs Spéciaux de l'ONU etc, peuvent tous être exploités dans le but de développer le programme d'ONU Femmes.

METTRE LA PRESSION SUR LES DONATEURS AVEC L'OBJECTIF DE COLLECTER 1 MILLIARD DE DOLLARS ET LEUR FAIRE RESPECTER LEUR ENGAGEMENT À VERSER DES CONTRIBUTIONS AU BUDGET CENTRAL "PLURIANNUELLES, PRÉVISIBLES, STABLES ET RENOUVELABLES"

Pour qu'ONU Femmes puisse avoir un impact mondial, il lui faut les ressources financières dont ont constamment manqué l'UNIFEM, OSAGI, INSTRAW et DAW. À l'instar de l'UNICEF, l'UNFPA et d'autres agences de l'ONU, les ressources d'ONU Femmes proviendront essentiellement de contributions volontaires des Etats Membres. La résolution fondatrice d'ONU Femmes impose aux Etats Membres la responsabilité d'apporter des contributions prévisibles et pluriannuelles afin de soutenir au maximum la viabilité de son œuvre.

Les groupes de la société civile doivent continuer ou entamer des discussions avec les gouvernements pour fixer des objectifs de financement pour ONU Femmes et exiger que ceux-ci soient atteints. Les ONG dans le monde peuvent mobiliser les gouvernements et insister pour les voir accorder la priorité aux besoins des femmes en contribuant à ONU Femmes. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ne s'obtiendront pas en lésinant; les gouvernements doivent tenir leurs promesses faites aux femmes.

RECHERCHER LE LEADERSHIP (POUVOIR, CAPACITÉ ET EFFICACITÉ) À TOUS LES NIVEAUX

ONU Femmes se définira en grande partie par son leadership, qui aura l'occasion de créer une entité puissante et innovante. Le nouveau Sous-secrétaire Général jouera un rôle-clé dans ce processus et doit par conséquent être un défenseur de l'autonomisation des femmes ; faire preuve de leadership et d'expertise dans le domaine de l'égalité des sexes lui permettra de donner vie à ONU Femmes. Les critères de la campagne GEAR visent à atteindre un tel leadership. Le conseil d'administration d'ONU Femmes, composé d'élus des Etats Membres, sera désigné cet automne. Afin de trouver les leaders les plus qualifiés et les plus dynamiques pour ce poste, les voix des femmes du monde entier doivent s'exprimer dans un processus d'élection ouvert et transparent, et ce aussi bien pour le poste de SSG que pour le conseil d'administration. La société civile devra aussi promouvoir des leaders efficaces au niveau régional et national qui exerceront une influence considérable dans les activités sur le terrain et seront amenés à développer des programmes novateurs pour ONU Femmes.

GEAR

gender/equality/architecture/reform

Le mouvement mondial des femmes a la rare opportunité de participer à l'édification d'une nouvelle agence de l'ONU capable de diriger les Nations Unies vers une aide à l'amélioration des conditions de vie quotidiennes des filles et des femmes. Il faut qu'ONU Femmes devienne, à tous les niveaux, un lien solide entre les femmes et les institutions que nous cherchons à faire changer. GEAR fait appel à toutes les sociétés civiles qui soutiennent l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes afin d'édifier une ONU Femmes capable de jouer un rôle important dans le mouvement mondial des femmes au XXI^e siècle.

Nous vous invitons à lire le [communiqué de presse de GEAR du 1^{er} juillet](#), les [Questions/Réponses ONU Femmes](#), ainsi qu'une [interview des leaders de la campagne GEAR](#).